



N° 8/2006

Directeur de la publication :
Serge CONTOUR

Rédacteur en chef :
Patricia ANNEVILLE

Auteur de la publication :
Julien VUCHER-VISIN

Maquettage : Yrida DOMINGO

Flashage : SCOOP

Impression : STPmultypress

Vente et abonnements : 47 34 42

Prix du numéro :

En Polynésie française : 700 F.CFP

Hors Polynésie française : 1 300 F.CFP

Abonnement :

En Polynésie française : 7 000 F.CFP

Hors Polynésie française : 14 200 F.CFP

Dépôt légal : Octobre 2006

ISSN 0293 - 2547

©ISPF 2006

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti

Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52

E-mail : ispf@ispf.pf / Site web : www.ispf.pf



INSTITUT
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE
FRANÇAISE

La croissance mondiale a été soutenue sur le premier semestre 2006, malgré un fléchissement notable pour l'économie américaine. Cet environnement international favorable ne se reflète pas réellement sur la conjoncture locale. En juin, les indicateurs du commerce extérieur sont moins dynamiques : baisse des importations et des exportations ; du côté des entreprises, les radiations surpassent largement les créations et l'indice des prix à la consommation augmente de 1,1 %. Parallèlement, la consommation des ménages du premier trimestre mesurée à l'aune du chiffre d'affaires du secteur commerce semble aussi marquer le pas. Dans le secteur du BTP, les résultats du deuxième trimestre sont mitigés : diminution des dépenses d'investissement du secteur privé et légère reprise de la demande publique. Sur cette même période, l'emploi ne fait pas très bonne figure avec des indicateurs du marché du travail évoluant à la baisse.

Environnement international

D'après le dernier rapport conjoncturel du Fonds Monétaire International, la croissance mondiale a été soutenue sur le premier semestre 2006.

L'activité économique a pourtant marqué le pas, aux États-Unis, durant le second trimestre avec une croissance à 2,6 % en glissement annuel qui décélère par rapport aux 5,4 % d'expansion mesurés au trimestre précédent. Ce « coup de frein » reflète la moindre contribution à la croissance de la consommation en biens durables des ménages, la baisse des dépenses d'équipement des entreprises (notamment l'équipement informatique) et le tarissement du soutien à l'économie des dépenses publiques. La Banque Fédérale (Federal Reserve Bank) surveille de près l'inflation, qui flirte avec les 3 % depuis l'été, craignant que la hausse prolongée des prix du pétrole ne se transmette aux prix des biens intermédiaires alors qu'il existe déjà des tensions inflationnistes sur les niveaux de salaires. Inversement, l'atonie du marché immobilier, dont les prix semblent se contracter, tempère le risque d'une nouvelle hausse des taux directeurs qui pourrait mettre en péril l'« atterrissage en douceur » de la croissance américaine.

De l'autre côté de l'Atlantique, pour la zone Euro, le second trimestre a été celui d'une accélération plus forte qu'attendue de la croissance. Avec 2,4 % de hausse par rapport au même trimestre de 2005, le PIB de la zone Euro témoigne de la vigueur retrouvée des investissements productifs et de la solidité de la consommation des ménages. De juin 2005 à juin 2006 le volume des ventes du commerce de détail a en effet affiché une nouvelle hausse de 1,5 %. Autre particularité de la croissance en 2006, les écarts de performance entre les grandes économies qui composent l'union monétaire se réduisent, ce qui rend la politique monétaire centralisée de la Banque Centrale Européenne (BCE) plus facile à suivre. La BCE ne devrait d'ailleurs pas modifier son taux directeur à court terme puisque la hausse des prix de 2,3 % sur un an constatée en août reste pour l'instant relativement modérée. Elle était de 2,2 % en août 2005.

Au Japon, le PIB a progressé de 1 % entre les seconds trimestres de 2005 et 2006, signe d'un tassement de l'activité qui résulte d'une réduction de l'excédent commercial et des dépenses publiques. La bonne tenue de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises, au cours de ce sixième trimestre de croissance consécutif, est de bon augure pour l'activité des mois à venir. Elle confirme que le Japon est sorti de la spirale « déflation - faible consommation - faible investissement ». L'indice des prix à la consommation est même en hausse de 0,6 % sur un an en mai 2006.

Épargnée par un quelconque ralentissement, la croissance du PIB chinois s'élève à 10,9 % en rythme annuel sur le premier semestre après 10,2 % sur l'ensemble de l'année 2005. Une telle accélération met cruellement en lumière la difficulté du gouvernement central à encadrer et orienter l'activité économique. En effet les deux principaux moteurs de croissance restent justement ceux-là même que le gouvernement cherche à ralentir depuis presque 3 ans, à savoir l'investissement des entreprises et l'excédent commercial. Excédent qui pourrait atteindre en 2006 le niveau record de 150 milliards de dollars US (ce qui correspondrait à une hausse de 50 % par rapport à 2005) et de fait accentuer les tensions avec les partenaires économiques de la Chine.

Néanmoins, le potentiel de consommation continue de progresser, soutenu par la forte hausse des revenus des ménages au premier semestre 2006 (+12 % dans les villes sur le premier semestre 2006 et surtout +19 % dans les campagnes, record historique) et laisse espérer que la croissance chinoise pourra davantage s'appuyer sur ce pilier moins versatile du PIB qu'est la consommation des ménages.

Commerce extérieur

Importations et exportations

	Juin			Cumul depuis janvier		
	2006	2005	Variation	2006	2005	Variation
Unité :	millions de F.CFP		%	millions de F.CFP		%
Importations civiles (valeur CAF)	12 439,3	14 058,8	-11,5	73 897,7	73 905,2	-0,0
dont :						
Biens intermédiaires	3 117,8	2 978,4	+4,7	17 917,0	17 057,2	+5,0
Biens d'équipement	2 435,9	3 613,8	-32,6	13 379,3	16 645,6	-19,6
Biens de consommation	2 079,1	2 161,0	-3,8	12 032,1	11 554,2	+4,1
Produits des industries agro-alimentaires	2 029,7	2 547,7	-20,3	12 983,6	13 328,3	-2,6
Produits énergétiques	1 658,4	1 430,9	+15,9	9 438,0	6 826,5	+38,3
Exportations locales (valeur FAB)	1 028,1	1 101,9	-6,7	8 060,4	7 492,7	+7,6
dont :						
Produits perliers (a)	757,1	710,1	+6,6	6 245,6	5 461,9	+14,3
dont : Perles de culture brutes	691,0	624,8	+10,6	5 690,0	5 153,5	+10,4
Nono	141,6	102,7	+37,8	613,6	647,1	-5,2
Poisson	35,1	53,9	-34,9	174,3	166,6	+4,6
Vanille	21,2	9,5	+123,0	68,6	78,7	-12,8
Nacre	17,0	33,5	-49,4	169,0	156,4	+8,1
Monoï	0,9	6,2	-84,9	101,7	73,0	+39,3

(a) : comprend les perles de culture brutes, les keshis, les demi-perles de culture brutes ou travaillées ou mabe, les autres perles de culture brutes ou travaillées et les ouvrages en perles fines ou de culture

Sources : Service des Douanes - ISPP (mise à jour 10 juillet 2006)

Les indicateurs du commerce extérieur au mois de juin 2006 sont en repli par rapport à juin 2005. Le montant en valeur des importations civiles baisse de 1,6 milliard de F.CFP et celui des exportations locales de 74 millions. Le déficit commercial mensuel se situe dans la moyenne observée depuis le début de l'année avec -11,4 milliards de F.CFP et le taux de couverture est de 8,3 %. En cumul sur les six premiers mois de 2006, le déficit est moindre avec des importations dont le montant est équivalent à celui de 2005 et des exportations qui dépassent les 8 milliards de F.CFP en progression de 7,6 %.

En juin 2006, les importations baissent de 12 % en glissement annuel notamment par l'absence de commande de gros matériel d'équipement. Les produits des industries agroalimentaires et dans une moindre mesure les biens de consommation sont également moins présents et contribuent à cette baisse. À l'inverse, les importations de biens intermédiaires et de produits énergétiques sont orientées à la hausse depuis le début de l'année. Leur valeur de juin ou leur cumul sur le premier semestre ont atteint un montant jamais enregistré auparavant. La facture énergétique représente maintenant 13 % des importations contre 9 % pour l'année 2005. Cette envolée est la conséquence directe de la hausse des cours internationaux des énergies fossiles.

Les exportations locales en juin 2006 diminuent en valeur FAB de 7 % en glissement annuel. Cette baisse est due au repli des produits autres que la perle.

Le secteur de la perle en juin 2006 a été plus rémunérateur qu'en juin 2005. Avec un montant de 757 millions de F.CFP, les revenus sont pourtant inférieurs à la moyenne mensuelle de 1 milliard enregistrée en 2005 et sur les mois précédents en 2006. Les quantités exportées de perles brutes en juin sont faibles. La moitié de la production a été vendue à Hong Kong et notre clientèle habituelle du Japon en a acheté 178 kilogrammes soit 38 %. Le montant cumulé de perles brutes vendues au 1er semestre 2006 reste cependant en hausse de 10 % par rapport à 2005.

Le fruit du nono s'exporte bien en juin et le montant en valeur dépasse de 38 % celui de 2005. Le volume de jus de fruit exporté augmente de 18 % et celui de la purée de nono baisse de 6 %. En revanche, sur l'ensemble du premier semestre 2006, les résultats sont moins bons qu'en 2005 : la diminution est de 33 millions de FCFP en valeur et de 960 tonnes en volume.

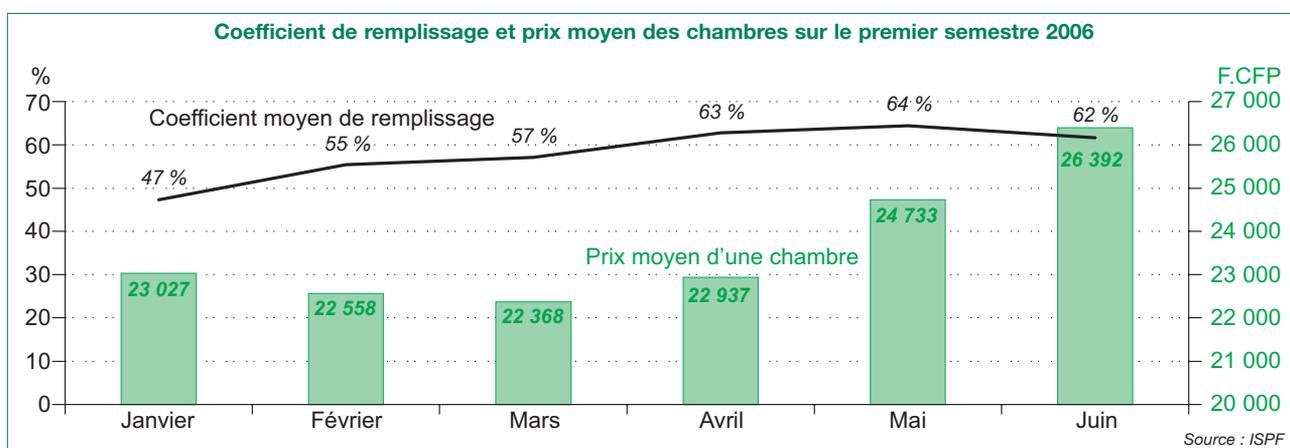
Le tonnage de poissons exporté en juin a peu diminué (-2 %) mais sa valeur est en baisse très nette (-35 %). En conséquence le prix du kilo exporté s'effondre et passe de 780 à 520 F.CFP. Le bilan du premier semestre est meilleur avec une hausse de 5 % aussi bien en valeur qu'en quantité exportée.

Une tonne de vanille a été expédiée vers l'Europe au mois de juin. Malgré cette bonne performance, en cumul depuis janvier, la baisse en valeur est de 10 millions de F.CFP par rapport à la même période de 2005. Le prix au kilo oscille toujours autour de 20 000 F.CFP.

La nacre et le monoï connaissent un fléchissement en juin alors que ces produits se vendent bien depuis le début de l'année. Sur le premier semestre, les montants de leurs exportations sont encore nettement supérieurs aux résultats des cinq années précédentes.

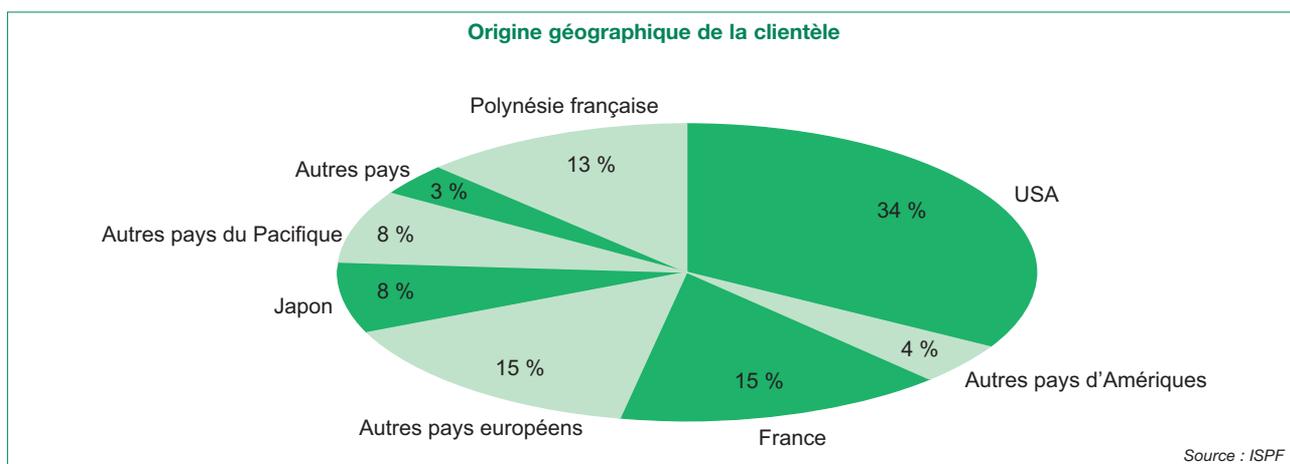
Tourisme

Les chiffres sur la fréquentation touristique du mois de juillet 2006 n'étant pas disponibles à la date de parution de cette publication, le commentaire sur l'activité touristique porte essentiellement sur les premiers résultats de l'enquête fréquentation hôtelière réalisée par l'ISPF auprès de 45 hôtels classés.



La Polynésie possède un parc hôtelier dit « classé » qui offre en moyenne plus de 90 000 chambres par mois. Les Îles Sous-Le-Vent concentrent 56 % du total des chambres, les Îles Du Vent 35 %, l'archipel des Tuamotu 7 % et celui des Marquises 2 %. En terme de classement, 65 % des chambres sont dans des hôtels classés « Luxe », 25 % dans des hôtels « Grand Tourisme » et le reste dans des hôtels dite « Tourisme ».

Sur le premier semestre 2006, les hôtels des Îles Du Vent ont un coefficient de remplissage de 64 %, alors que la moyenne toutes îles confondues est de 58 %. En terme de recettes, le prix moyen de la chambre vendue sur



les 6 premiers mois est de 24 000 F.CFP. Ce prix varie de 40 000 F.CFP aux Îles Sous-Le-Vent à 12 000 F.CFP aux Îles Marquises. Il est de 16 000 F.CFP aux Îles Du Vent et 26 500 F.CFP aux Tuamotu.

Par catégorie d'hôtels, les chambres d'hôtel « Luxe » ont un prix moyen de 26 500 F.CFP, la chambre d'hôtel « Grand Tourisme » rapporte 14 000 F.CFP et celle des hôtels « Tourisme » 10 000 F.CFP.

À titre de comparaison, le prix moyen d'une chambre dans un hôtel quatre étoiles est de 27 500 F.CFP en région parisienne et de 20 000 F.CFP sur la Côte d'Azur. Pour les hôtels trois étoiles, le prix moyen descend à 15 000 F.CFP à Paris et 10 000 F.CFP dans le sud.

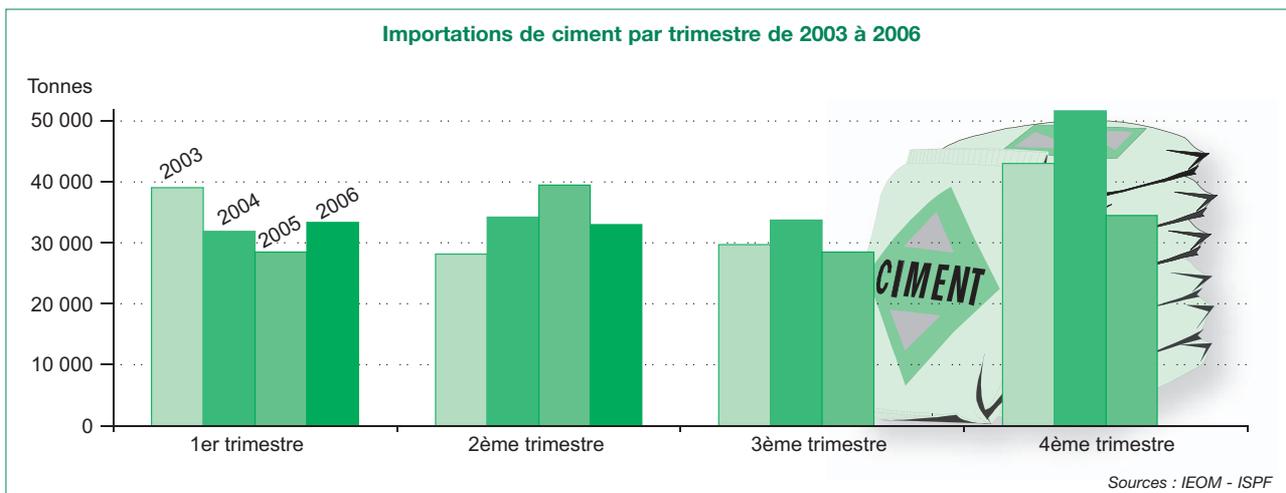
La plus grande partie des clients des hôtels classés est nord américaine (33 % de la clientèle), puis viennent les autres pays européens (15 %) et la clientèle locale (13 %). Les clients nord américains et japonais privilégient en très grande majorité les hôtels de luxe (respectivement 85 % et 92 % d'entre eux). La clientèle française choisit la catégorie « Tourisme » dans une proportion de 20 %, ce qui représente 33 % du total des clients de cette gamme d'hôtel.

La clientèle locale privilégie les hôtels de luxe à 54 %, mais un polynésien sur quatre fréquente aussi la moyenne gamme.

Selon les derniers chiffres de l'aviation civile, le nombre de passagers¹ transportés est de 78 500 au mois de juillet (+10,5 % par rapport à 2005). Cette progression est liée à la fois au développement du transit en hausse de 13 % (8 % des passagers en 2006) et à l'accroissement du nombre de passagers (+10 %). Cette augmentation conjuguée à une hausse moins importante des sièges offerts (+5 %) permet une amélioration significative du coefficient moyen de remplissage qui progresse de quatre points, à 78,3 %. Depuis le début de l'année, le nombre de passagers fréquentant l'aéroport de Tahiti Faa'a progresse de 8,5 % et le nombre de sièges offerts de 13 % par rapport à la même période en 2005.

¹ Les statistiques de l'aviation civile permettent de connaître le nombre de passagers qui fréquentent l'aéroport international de Tahiti-Faa'a. Au regard d'une escale, le terme « passager » désigne toute personne qui embarque ou qui débarque. Aussi, pour éviter toute confusion dans les chiffres, précisons que notre étude ne concerne que les passagers qui embarquent à Tahiti-Faa'a.

Bâtiment - Travaux Publics



Au deuxième trimestre 2006, le poids des importations civiles de ciment fléchit aussi bien en valeur (19,3 %) qu'en volume (16,5 %) en glissement annuel : 32 973 tonnes ont été importées pour un montant de 332 millions de F.CFP. En cumul depuis janvier, comparé au premier semestre 2005, les importations sont en baisse de 2,4 % en volume et de 2 % en valeur ; elles sont de 66 340 tonnes en volume pour un montant de 682 millions de F.CFP.

Au second trimestre 2006, les dépenses d'investissements du secteur privé pour le logement sont en baisse par rapport à la même période de 2005. Ce constat se vérifie pour chaque type de prêts. Globalement, 2,3 milliards de F.CFP ont été accordés contre 6,8 milliards de F.CFP (-66 %).

Au deuxième trimestre 2006, les banques locales ont octroyé 120 prêts à l'habitat personnel d'un montant total de 1,9 milliard de F.CFP, soit une baisse de 3 % en valeur en glissement annuel. Baisse qui s'observe systématiquement au deuxième trimestre de chaque année depuis 2003. Entre 2003 et 2006, cette diminution est de 23 %. Relativement au premier trimestre 2006, le fléchissement est encore plus marqué : -44 %, le nombre de prêts ayant diminué de moitié.

Le premier trimestre a en effet bénéficié d'un fort engouement pour le Prêt à l'Habitat Bonifié (PHB) qui ne s'est pas poursuivi au second. Toutefois, grâce aux prêts bonifiés, le montant cumulé au 30 juin 2006 demeure un record avec 5,3 milliards de F.CFP accordés pour 355 dossiers, soit un prêt moyen de 15 millions de F.CFP.

Après un retour à la normal au premier trimestre 2006, les prêts pour aménagements et réparations sont en très forte diminution. Au deuxième trimestre, la somme totale attribuée aux particuliers est de 173 millions de F.CFP (-78 %).

pour 31 prêts (-82 %). Le montant cumulé sur le premier semestre 2006 est le plus faible des dix dernières années et seuls 208 logements sont concernés d'où un montant moyen de l'emprunt qui s'accroît mécaniquement (4,5 millions de F.CFP).

Les établissements de crédit n'ont octroyé aucun prêt pour immeubles de rapport au deuxième trimestre et le nombre de prêts pour immeubles commerciaux (3) diminue de deux tiers par rapport au premier trimestre. Il s'ensuit une baisse de 79 % du montant global qui porte l'emprunt moyen à 59 millions de F.CFP.

En cumul sur les six premiers mois de 2006, le nombre de Permis de Construire et celui des Certificats de Conformité sont en progression. Le service de l'Urbanisme a ainsi recensé 651 permis délivrés, soit 180 permis supplémentaires par rapport au premier semestre 2005. La progression des certificats de conformité est moins importante avec 89 certificats additionnels pour un total de 419.

Au premier semestre 2006, les dépenses publiques d'équipement liquidées les plus importantes sont les « infrastructures routières et aéroportuaires » pour un montant de 1,5 milliard de F.CFP. Elles se sont accrues de 11 % comparé à la même période en 2005. Les « constructions scolaires » progressent fortement de 42 % pour atteindre 154 millions de F.CFP, soit 45 millions de F.CFP supplémentaires par rapport au premier semestre 2005. Les investissements de la catégorie « infrastructures portuaires » diminuent de 20 % et les dépenses des « autres constructions de bâtiment » chutent de 56 %. Les montants dépensés sont respectivement de 1,1 milliard de F.CFP et de 224 millions de F.CFP.

Entreprises

Créations et radiations (champ ICS*)

Unité :	Entreprises actives au 31/06/2006*	Juin 2006		Taux moyen mensuel depuis janvier 2006	
		Créations	Radiations	Créations	Radiations
		nombre	nombre	%	%
Industries extractives	31	0	0	0,0	0,0
Industries manufacturières	2 867	28	24	1,0	1,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	22	0	0	5,6	0,0
Construction	3 052	20	26	1,2	1,2
Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques	4 913	29	46	0,8	0,7
Hôtels et restaurants	1 546	9	15	0,6	0,7
Transports et communications	965	6	4	0,6	0,3
Activités financières	136	0	0	0,0	1,4
Immobilier, locations et services aux entreprises	2 425	15	19	1,1	1,0
Éducation	461	0	8	1,0	1,2
Santé et action sociale	948	15	9	1,2	0,7
Services collectifs, sociaux et personnels	1 812	19	21	1,0	0,9
TOTAL champ ICS	19 178	141	172	1,0	1,0

* : entreprises comprenant au moins une personne.

Source : ISPF - RTE

* : Note explicative sur le champ ICS

Le champ ICS (Industrie-Construction-Commerce-Services) comprend l'ensemble des secteurs marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services.

En juin, les radiations d'entreprises surpassent largement les créations et ce pour la première fois depuis le début de l'année : 172 radiations contre 141 créations, niveau le plus faible depuis janvier. Les radiations ont augmenté de 38 % par rapport au mois dernier. Seuls 3 secteurs sont bénéficiaires : « l'industrie », les « transports et communications » et la « santé et action sociale ». Cependant, grâce aux réactivations d'entreprises (entreprises reprenant une activité après avoir été radiées) le solde de créations reste positif de 47 unités.

Dans l'industrie manufacturière, les créations sont en hausse alors que les radiations diminuent doucement depuis avril. L'industrie alimentaire est excédentaire avec 18 créations pour 14 radiations ; les autres activités manufacturières à caractère plus artisanal connaissent autant de créations que de radiations (4).

Le solde redevient négatif pour le secteur de la construction avec 26 radiations pour 20 créations. L'activité de construction de maisons et bâtiments a généré peu de nouvelles entreprises : 1 entreprise créée pour 8 radiées. Les petits travaux de finition sont déficitaires avec 11 radiations pour 8 créations ; l'activité d'installations électriques compte autant de radiations que de créations (4). Seule l'activité de menuiserie métallique est bénéficiaire avec 3 créations.

Le commerce voit ses radiations croître ce mois et ses créations stagner. Les activités les plus déficitaires concernent le démarchage avec 11 radiations et 4 créations, le commerce de détail alimentaire avec 7 unités radiées, situées pour

l'essentiel hors des Îles Du Vent. L'entretien réparation automobile perd 6 entreprises, le commerce de gros divers en perd 3, les intermédiaires de commerce également.

Les hôtels et restaurants perdent 4 pensions de famille dont 3 sur Tahiti mais l'essentiel des radiations s'opère toujours dans la restauration rapide. Dans l'immobilier, locations et services aux entreprises les créations sont en baisse et enregistrent leur plus faible score depuis janvier. Les activités de conseil pour les affaires, de nettoyage et de publicité concentrent la moitié des radiations et des créations.

Le secteur de la santé se porte bien avec à son actif 4 nouveaux postes de médecins et 2 auxiliaires de santé, mais dans les services collectifs, sociaux et personnels, les créations régressent au profit des radiations. Le solde est positif pour les activités sportives avec 6 ouvertures pour 3 fermetures et les autres services personnels avec 5 ouvertures pour 3 fermetures. En revanche, les activités artistiques perdent 3 unités et la coiffure perd 4 unités.

Consommation des ménages

Chiffres d'affaires des commerces de détail*

Unité :	Premier trimestre		Variation %
	2006	2005	
	millions de F.CFP		
Commerce et réparation automobile	8 856,1	8 837,2	+0,2
Commerce de détail en magasin non spécialisé	15 836,2	15 908,6	-0,5
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	167,9	131,4	+27,7
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie	2 393,5	2 126,6	+12,5
Autre commerce de détail en magasin spécialisé	8 148,0	7 788,9	+4,6
Comm. de détail de biens d'occasion en magasin et de détail hors magasin	488,7	473,1	+3,3
Réparation d'articles personnels et domestiques	102,1	110,0	-7,2
Ensemble	35 992,6	35 375,8	+1,7

* : chiffre d'affaires limité aux opérations imposables
- données provisoires mises à jour en septembre 2006

Sources : Service des Contributions Directes - ISPF (déclarations de TVA)

Au premier trimestre 2006, le chiffre d'affaires des commerces de détail s'élève à 36 milliards de F.CFP, soit une hausse de 1,7 % par rapport à la même période en 2005. Les rubriques « Commerce de détail en magasin non spécialisé » et « Commerce de détail de produit pharmaceutique » font progresser l'ensemble des résultats.

Le seul secteur du « Commerce de détail en magasin spécialisé » augmente son chiffre d'affaires de 360 millions pour dépasser les 8 milliards de F.CFP de recettes. Dans ce secteur la croissance a principalement touché les commerces d'habillement (+6 %), de bricolage (+56 %), d'horlogerie et bijouterie (+22 %), alors que les commerces de meuble (-17 %) et d'électroménager (-12 %) connaissent une conjoncture opposée.

Le commerce de vente et réparation d'automobiles maintient son chiffre d'affaires au même niveau que 2005 et ce, malgré la diminution du nombre de véhicules à quatre roues vendus en baisse de 10 % par rapport au premier trimestre 2005.

Les recettes du commerce de détail en magasin non spécialisé ou « la grande distribution » s'affaiblissent légèrement. Le chiffre d'affaires s'érode de 0,5 % au cours du 1er trimestre. C'est la première fois depuis l'année 2000 que ce secteur ne connaît pas de croissance au cours d'un premier trimestre. Les hypermarchés perdent un peu de terrain avec un chiffre en régression de 4,2 % et la progression des résultats des magasins d'alimentation générale (+8,5 %) ne suffit pas à compenser cette baisse.

Indice des prix

L'indice des prix à la consommation augmente de 1,1 % en juin et tous les grands groupes de produits y contribuent. Les prix des produits alimentaires s'accroissent de 0,7 %, ceux des produits manufacturés de 0,3 % et les tarifs des services augmentent de 2 %. La répercussion sur les prix de la mise en œuvre des nouveaux régimes fiscaux, déjà observée en mai, s'est poursuivie en juin avec le renouvellement des stocks.

L'inflation constatée dans l'alimentaire est essentiellement liée aux boissons alcoolisées et aux sucres et produits à base de sucre dont les prix progressent respectivement de 2,5 % et 4 % (sous l'influence des nouvelles taxes). Parallèlement,

les prix des viandes ont connu des augmentations : +4 % pour les volailles, +0,7 % pour les viandes de porc et la charcuterie et +0,6 % pour les viandes de boucherie. Inversement, le retour du poisson sur les étals, observé depuis quelques mois, permet aux prix des produits de la pêche de baisser de 2,2 %.

L'augmentation des prix des produits manufacturés est principalement le fait de la nouvelle fiscalité pesant sur les tabacs dont les prix progressent de 8,8 %. De plus, juin marque la fin des soldes dans l'habillement et les articles textiles. Les prix de ce groupe de produits augmentent de 0,2 %, restant cependant à un niveau inférieur à celui constaté avant la période de promotions (avril, mai).

L'augmentation des tarifs des services est essentiellement liée à l'approche de la haute saison touristique. Les tarifs des transports publics (exclusivement sous l'influence des transports aériens internationaux) progressent de 21,1 %, pesant substantiellement sur la tendance générale. Conséquence indirecte de la nouvelle fiscalité, les tarifs des hôtels, restaurants cantines augmentent de 0,5 % et les consommations dans les bars de 0,1 %. En revanche, les nouvelles offres internet permettent aux tarifs des postes et télécommunications de diminuer de 0,1 %.

Indice des prix à la consommation						
Unité :	Juin		Sur 1 mois %	Variation Depuis le 1er janvier %	Glissement sur 12 mois %	
	2006 valeur	2005 valeur				
Indice général	104,6	101,2	+1,1	+1,3	+3,4	
Alimentation	109,0	104,3	+0,7	+1,4	+4,6	
Produits manufacturés	100,0	97,4	+0,3	+1,0	+2,6	
Services	106,5	103,0	+2,0	+1,5	+3,4	

Source : ISPF - Indice des prix (Base 100 août 2003)

Emploi et marché du travail

Demandes et offres d'emploi recensées par le SEFI, Service de l'Emploi			
Unité :	Deuxième trimestre		Variation 2006 / 2005 %
	2006 Nombre	2005 Nombre	
Demandeurs d'emploi non satisfaits en fin de trimestre	4 825	3 925	22,9
Demandes d'emploi enregistrées en cours de trimestre	4 996	4 621	8,1
dont primo-demandeurs d'emploi	1 570	1 659	-5,4
Offres d'emploi de toutes natures enregistrées au cours du trimestre *	1 351	1 924	-29,8
dont offres d'emploi normal	584	1 037	-43,7
dont offres d'emploi aidé (secteur marchand)	504	405	24,4
dont offres d'insertion (secteur non marchand)	263	482	-45,4

** hors offres de stages de formation*

Source : SEFI

À la lecture des chiffres du SEFI, un retournement de tendance semble se profiler sur le front de l'emploi au second trimestre avec une dégradation des indicateurs du marché du travail mal orientés depuis janvier : la diminution des offres d'emploi est nette et se conjugue à l'augmentation du stock de demandeurs.

À la fin du premier semestre 2006, 4 800 personnes étaient inscrites au SEFI en situation de recherche d'emploi, soit une hausse de 23 % sur un an. Le flux de demande d'emploi au cours du deuxième trimestre progresse de 8 % comparativement au deuxième trimestre 2005. Le nombre de primo-demandeurs, effectuant une première recherche d'emploi au cours du trimestre, diminue de 5 % pour atteindre 1 600 personnes.

Les offres d'emploi de toute nature proposées au cours du deuxième trimestre ont diminué de 30 %, soit 600 offres en moins. Cette baisse est attribuable à une réduction des offres d'emploi normal (-44 %) et des offres d'insertion dans le secteur marchand (-45 %). L'augmentation de 24 % de l'offre d'emploi aidé dans le secteur marchand ne parvient pas à combler ce déficit. Fin juin, 316 Contrats Emploi Durables (CED) et 178 Conventions Pour l'Insertion par l'Activité (CPIA) ont été offerts depuis le début de l'année.

Sur les 584 offres d'emploi normal, 60 % sont à durée déterminée et 40 % en contrat à durée indéterminée. Le secteur du BTP et le commerce ont proposé chacun 120 emplois et l'hôtellerie restauration et les services aux entreprises chacun 80 postes.

repères
repères

Indicateurs du budget territorial

	Cumul depuis janvier		Taux de réalisation par rapport aux prévisions budgétaires	
	Juin		Juin	
	2006	Variation 2006 / 2005	2006	2005
<i>Unité :</i>	<i>millions de F.CFP</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
Impôts collectés	12 408	10,5	38,7	28,8
Impôts sur les sociétés	5 641	1,2	27,5	23,4
Impôts sur les transactions	2 130	2,6	50,1	24,0
Autres taxes	4 636	29,6	63,5	46,7

Source : Service des Contributions

Indicateurs monétaires

	Avril		Cours moyen des changes	
	2006	2005	2006	2005
<i>Unité :</i>	<i>millions de F.CFP</i>		<i>F.CFP</i>	
Masse monétaire (M3)*	326 262	298 043	Dollar US	94,28 98,32
dont : dépôts à vue	122 495	110 781	100 Yen	82,24 90,42
comptes sur livrets	75 551	80 103	Dollar AUS	69,75 75,31
dépôts à terme	90 379	75 211	Dollar NZ	58,38 69,59
			Euro	119,33 119,33
Concours de caractère bancaire	382 437	351 894	Taux de base bancaire (01/10/2004)	7,4 %

Sources : IEOM - Banque de Polynésie

Indice et index

	Juin	
	2006	2005
Indice général des prix à la consommation (Base 100 août 2003)	104,6	101,2
Index BTP01 (Base 1 août 2001)	1,113	1,079
Index TPP01 (Base 1 avril 2003)	1,065	1,013

Source : ISPF

cadrages
cadrages

PIB 2003* (millions F.CFP)	499 900	Population estimée au 1^{er} janvier 2006	256 200
PIB par habitant 2003* (F.CFP)	2 032 114	Nombre de naissances 2005	4 467
SMIG horaire au 01/01/2006 (F.CFP)	775,15	Nombre de décès 2005	1 265
		Taux de chômage	
		(recensement de novembre 2002)	11,7 %

* : Comptes semi-définitifs

Sources : ISPF - JOPF